

CENTRE D'ÉTUDE CATHOLIQUE DE LAUSANNE

22 janvier 2013

CRISE FINANCIÈRE, CRISE DES VALEURS

DIAGNOSTIC DE LA CRISE

- 1- **CRISE, VOUS AVEZ DIT : LA CRISE ? MAIS QUELLE CRISE ? ET LA FAIM ?**
- 2- **CRISE DES SUBPRIME (2006 - 2008)**
- 3- **CRISE DU CRÉDIT (2008 - 2012)**
- 4- **CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE (2008 - 20XX)**
- 5- **CRISE DU CHEVAL DE TROIE (HELLÈNE ET LES AUTRES) (2008 - 20XX)**
- 6- **CRISE EUROPÉENNE DE LA TERRE BRÛLÉE**
- 7- **CRISE DE LA BALLE DANS LE PIED : LA SUISSE EN CRISE (2007 - 20XX)**
- 8- **LA CRISE ET SON LIEN AVEC LA FAIM**
- 9- **DIAGONSTIC : CRISE FINANCIÈRE, DES VALEURS, DE LA FAIM**

1- **CRISE, VOUS AVEZ DIT : LA CRISE ? MAIS QUELLE CRISE ? ET LA FAIM ?**

Une crise ? Oui, l'Occident, nous tous, vivons une crise *financière*, c'est l'évidence quotidienne depuis cinq années. Mais de quelle *crise* parlons-nous ?

Une crise des valeurs ? Oui, l'Occident, nous tous, savons bien que nous vivons une crise des *valeurs*, mais de quelles *valeurs* parlons-nous ?

Est-il un lien entre crise *financière* et crise des *valeurs*, et quel serait-il ?

Quel rapport la crise a-t-elle avec la faim, la faim dans le monde, la faim en Occident ?

Pour commencer, qu'est-ce qu'une crise ?

Une crise est à la fois rupture et opportunité. Prenons cette définition de *Paul Ricoeur* :

"...c'est dans la structure temporelle [le quotidien vécu par moi] du processus de personnalisation [me forger une opinion]¹ que réside le nœud [le possible dénouement] de la crise. L'engagement [traduire l'opinion en acte responsable] est cet effort dirigé vers la formation de l'avenir humain [mon avenir, celui de mes enfants, de mon pays, de mes croyances] : la crise naît ainsi au carrefour où l'engagement est en lutte avec la tendance à l'inertie, à la fuite, à la désertion [la crise nous place devant un choix responsable]."²

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité. La crise, c'est *cette "Crise de la culture"* qu'*Hannah Arendt* diagnostique³ dans la banalisation généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation, industrialisation*, perte de l'identité, du repère.

Notre propos n'est pas de définir les valeurs en crise, mais le lien entre un *symptôme* tangible (la crise financière) et un *mal* diffus (la crise des valeurs), et de prolonger l'analyse au lien éventuel de la crise et de la faim.

Il est un sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est a synthèse ou le produit de l'ensemble de nos valeurs : la *confiance*. La *confiance*, c'est le respect de la personne dans sa dignité de créature au libre-arbitre, le respect des institutions qu'elle a construites pour son bien-vivre. Selon Le Petit Robert la confiance c'est la *créance*, la *foi*, la *sécurité*. Résumons : la confiance c'est la *foi* en l'autre, en l'Autre, le *credo* latin⁴, la *pistis* grecque⁵. *Créance, foi, sécurité*, voilà des notions qui sont au fondement de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes. Comme le montre Emmanuel Levinas⁶, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène au

¹ Les phrases entre crochets sont mes commentaires

² RICOEUR Paul, conférence donnée le 3 novembre 1986 à l'Université de Neuchâtel pour le titre de Dr honoris causa, sous le titre : *La crise : un phénomène spécifiquement moderne ?*

³ ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

⁴ Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

⁵ Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

⁶ LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

Tout Autre, à l'infini, à Dieu, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot⁷, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."⁸

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens transcendant que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celles de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes.

En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La *liquidité* est non seulement l'expression monétaire de la *valeur économique*, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la *liquidité* entraîne la disparition de la relation avec l'autre et, partant, du lien de confiance. La raréfaction de la *liquidité* entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.

Or la crise que nous vivons depuis 2006, qui est unique en particulier par sa longévité, est une crise de *liquidité* du système : c'est une crise de *confiance systémique*.

La particularité technique de cette crise de confiance systémique est qu'elle se soigne par l'injection quasi sans limite de liquidités, processus qui est rendu possible par le caractère souverain des Etats et de leur banque centrale. Le problème est quadruple :

- soigne le mal par le mal : faute de confiance, les liquidités injectées dans le système pour l'irrigation des circuits économiques et la relance de la croissance, retournent aux banques centrales sous forme de dépôts rémunérés, aggravant le défaut de liquidités et renforçant le manque de confiance
- cette création de non-valeur économique se traduit comptablement par la montée exponentielle de l'endettement des Etats
- l'excès d'endettement des Etats met en question leur souveraineté, partant la qualité de l'endettement, ce qui aggrave le mal
- la masse de liquidités créée sans valeur économique stocke un potentiel de dévalorisation des liquidités et des valeurs économiques qui s'appelle l'inflation. Jamais si ce n'est à la fin de l'Empire romain et avant la montée du nazisme, le potentiel d'inflation galopante n'a été aussi élevé. Il est à ce jour contenu par le maintien artificiel des taux d'intérêts à un niveau proche de zéro

A titre d'exemple la montée du marché des actions depuis septembre 2011 à ce jour n'est pas l'expression d'une croissance des valeurs économiques, mais le reflet évanescent et fragile d'une poussée des liquidités qui cherchent à se placer. A preuve le chômage augmente jusqu'à des niveaux

⁷ in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

⁸ in LEVINAS *ibid.*

insupportables en Europe (11 % début septembre 2012), au mieux stagne depuis six ans à 8 % aux USA, taux qui dépasse et de loin le minimum supportable.

Le chômage est à mes yeux d'économiste un critère déterminant qui permet de mesurer l'état de crise et la pertinence des mesures sur la durée. Je mentionnerai deux chiffres :

- aux USA, le chômage réel (compte tenu des personnes sorties des statistiques pour chômage de longue durée) dépasse les 20 %
- le chômage des jeunes en Espagne par exemple atteint les 55 % (56 % en Grèce), ce qui signifie qu'une génération entière est sacrifiée.
- Quant à la Suisse, qui pour le moment est épargnée par le chômage (3.2 %), la crise financière est entrée par la grande porte institutionnelle et nous verrons que le lien entre crise financière et crise des valeurs est ici particulièrement explicite.

Les symptômes que nous venons de lire sont à notre portée et leur analyse nous responsabilise quant à identifier le mal, qui n'est pas la crise financière ou économique, mais la crise de confiance qui nous interpelle au fondement des valeurs de notre société.

La faim dans le monde n'entre pas dans les critères d'analyse de la crise dans le monde, ni même en Occident où la crise a éclaté et se développe depuis 2006. La faim dans le monde est un phénomène secondaire en termes d'économie de marché en ce sens que, dans la vision libérale du marché économique globalisé, le développement naturel et la croissance profiteront à tous. Le problème qui se pose dès lors en des termes autres qu'économiques se résume, pour l'économie, en échelles et priorités de répartition dans le temps et l'espace. Ces échelles ou différentiels apparaissent sous le contrôle toujours plus efficaces des institutions et des ONG spécialisées. De plus le marché alimentaire n'est pas libéralisé globalement, bien au contraire, car les Nations entendent garder une souveraineté au moins relative sur la production alimentaire. Il faut parler de «protectionnisme alimentaire dans un marché libre, global et hautement technologique» où les seuils de rupture, soient les ingrédients de crise sont triples :

- le lien de proximité réelle entre production et besoin
- la corrélation entre la valeur marchande ou économique et la valeur financière ou spéculative
- l'insécurité structurelle à long terme et le déséquilibre latent à court terme introduits par l'«abâtardissement» du marché alimentaire, ou l'inextricable enchevêtrement des réglementations, de la libéralisation forcenée, de la corruption montante des gouvernements et de l'absence de critère consensuel en matière de juste répartition.

Ces seuils se situant à mes yeux au point de *rupture*, il me paraît justifié qu'on parle tout de même de crise alimentaire en termes économiques, car l'accomplissement de la rupture des équilibres mondiaux se prépare sous la poussée d'un double déni de transparence :

- le recul avéré de la faim dans le monde lié à la croissance du BRIC⁹
- les conséquences sociales et économiques du chômage en Europe du sud et aux USA¹⁰.

L'atteinte du point de *rupture* a été manifestement reconnu tant par certains gouvernements que par la finance spéculative qui se rejoignent dans l'anticipation de la crise et qui prennent des mesures en conséquence et en fonction de leurs vocations spécifiques. Il s'agit notamment de la colonisation en particulier chinoise des meilleures terres arables en Afrique et en Amérique du sud, et de la mainmise sur ces terres et sur la production alimentaire, par la montée d'une spéculation financière qui pour partie travaille pour ses propres fins et qui n'est plus au service de l'économie, et pour partie travaille à des fins économiques (notamment les gestionnaires de fortune et fonds de pension) en termes de diversification du risque. La crise, qui a pour conséquence en Occident de multiplier les innovations en matière de protection contre des risques financiers de plus en plus graves, accroît la pression sur les seuils de la crise économique alimentaire.

Nous proposons d'illustrer notre propos en développant le processus de crise tel qu'il apparaît sur le triple plan

- du lien entre crise financière et crise des valeurs introduit par la double clé de la confiance et de la liquidité
- du lien entre crise financière et crise alimentaire introduit par la notion de seuils de rupture entre production et besoin, valeur financière et économique. Nous allons parcourir quelques événements de crise afin de l'illustrer et de l'approfondir, en distinguant différentes crises en fonction de la nature du lien qui relie finance et valeurs, ou confiance et liquidités
- de l'«abâtardissement» d marché alimentaire

2- CRISE DES SUBPRIME (2006 - 2008)

Crédits hypothécaires, débiteurs non-solvables, droit de gage direct du créancier

\$ 1000 milliards pertes (23 % du crédit immobilier USA), - 42 % demande maisons neuves, - 20 à 30 % prix immobilier, 20 millions d'Américains à la rue, 50 millions au-dessous seuil de pauvreté (2012)

Diagnostic

Rupture risque - responsabilité-confiance, objectif de gain immédiat et sans rapport avec le risque, pas de justification économique

⁹ Brésil, Russie, Inde, Chine : les pays qui sortent actuellement de la catégorie "en développement".

¹⁰ 50 millions d'Américains de toute classe et formation, au chômage depuis la crise, hors droit et donc hors statistique, ne vient que grâce au ticket de rationnement quotidien. ils sont au-dessous du seuil de pauvreté.

Débuts de contagion de crise : émergence du «**crédit toxique**»

Réactions limitées à la sauvegarde des créanciers directs (banques, assurances) au risque de l'illégalité, pas de diagnostic, rupture de confiance sectorielle et locale

Pas de diagnostic économique ou éthique, ni d'Etat d'urgence, ni de médication à long terme. dispense de succédanés

3- **CRISE DU CRÉDIT (2008 - 2012)**¹¹

Wall Street, cœur de la finance mondiale, est au bord du collapsus par les faillites, les fraudes, la spéculation

Contagion du crédit toxique au crédit et au hors-bilan bancaires

Débordement sur l'ensemble des acteurs financiers (brokers et «assureurs de crédit») par l'hybridation du mauvais et du bon crédit (*hedging*), des valeurs douteuses avec les bonnes valeurs (*securitization*)

Du mal local et sectoriel (réglementé et contrôlable) à la pandémie (marché globalisé, déréglementé, hors contrôle). Prolifération du *over-the-counter*

Emballlement instantané du système par le bras surmultiplié du levier financier

Intervention massive de l'Etat en contradiction avec la «Vérité» libérale, perte de crédibilité, perte de souveraineté, perte de compétitivité économique et culturelle, injustice de la *rule of exception*

4- **CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE ET RÉACTION US (2008 - 20XX)**¹²

Rapport de la **commission parlementaire US** présidée par le sénateur Rubin de 600 pages présente deux conclusions qui apparaissent comme des symptômes-repères de la crise :

«Le plus grand vol qu'on ait jamais pu imaginer dans l'histoire,

Ce cas montrera si la justice américaine est capable de juger d'après les faits, et non pas d'après les individus qui sont derrière les faits»

L'assèchement en liquidités du marché compromet la solvabilité de l'Etat, le rapport de confiance et, partant, sa souveraineté. Les peuples ne sont plus à égalité démocratique

¹¹ Voir film des événements en annexe 2

¹² Voir film des événements en annexe 3

L'Etat crée des ressources artificielles pour sauver en direct le système financier et préserver l'économie de l'effondrement.

Certains Etats sont mis sous tutelle technocrate.

Les banques se tournent vers les **fonds souverains**¹³, et contournent ainsi les réglementations

Les salariés et les retraités paient la facture

La Suisse est désignée bouc émissaire, se défend mal et paie

De nombreuses escroqueries sortent

La croissance n'est pas au rendez-vous et l'Occident entre en récession

Le montant et les engagements de la non-valeur économique (finance virtuelle), démultiplié à l'infini par le bras de levier de la technique financière, sont en mesure d'entraîner dans la faillite l'ensemble des structures sociales, économiques, financières avec des conséquences catastrophiques pour l'Occident et très lourdes pour le reste du monde

Le Gouvernement et la Banque Centrale US :

- se substituent aux organes responsables des plus importants acteurs financiers, octroient des crédits et remodelent partiellement la structure de Wall Street
- sauvent provisoirement le système par un train de mesures financières : injection massive des liquidités dans le système, émission illimitée de monnaie, rachat massif de la dette du Gouvernement contre l'émission de monnaie
- accroissent exponentiellement l'endettement de l'Etat fédéral
- font le pari de la stimulation positive de la croissance aux risques : de la contradiction, de la perte de crédibilité, des engagements intenable, de l'inflation
- font une série de tentatives de réglementation
- permettent le retour en force du **hedging** et de la **shadow finance**. Le risque **CDS**¹⁴ en particulier passe de **25** milliards à **1000** milliards à travers le monde
- d'août 2008 à fin 2011 soutiennent la finance sous perfusion¹⁵

¹³ UBS, participation directe du Qatar, puis en mains d'un fonds souverain de Singapour (6 à 8 % du capital, soit la majorité)

¹⁴ Credit default swaps

¹⁵ Voir ci-dessous : **Les Remèdes**

En général

La finance secourt la finance sans s'attaquer au mal

La charge de l'économie est aggravée

La liquidité pourtant illimitée n'irrigue pas le système

La confiance n'est pas rétablie

La souveraineté de l'Etat est mise en cause

BRIC¹⁶ : Les pays émergents ne sont pas en cause. Ils poursuivent leur différenciation, à titre de référence le taux de croissance des pays les plus dynamiques (taux de croissance de 2011 à 2015), en % : Chine 9.5, Inde 8.2, Afrique 7.0

5- CRISE DU CHEVAL DE TROIE (HELLÈNE ET LES AUTRES) (2008 - 20XX)

octobre 2010 Premier plan d'aide à la Grèce

Dettes grecques : **327** milliards (**150 %** du PIB)

Aide : **110** milliards (emprunt géré par la Commission européenne (indépendant des fonds de stabilisation : FESF, MESF)¹⁷, prévu se déployer sur 3 ans (Commission 20, FESF 60, FMI 30), sous **compétence** de la troïka des créanciers (commission européenne, BCE, FMI).

juillet 2011 : Deuxième plan d'aide à la Grèce

130 milliards, moyennant **invitation** aux banques privées de twister les échéances sur le long terme moyennant une décote contractuelle (volontaire !!!) de **21 %¹⁸** (soit 37 milliards). But réduire l'endettement à 130 % du PIB.

N.B. : Un effet perverse de la dette grecque : l'importance de la contribution "volontaire" des banques à twister la dette grecque, moyennant le renoncement à 21 % du nominal, vient du fait qu'un défaut par constatation d'insolvabilité (pour 21 % par exemple), soit une faillite, provoquerait la **suspension immédiate et automatique des assurances Credit Default Swaps**" (CDS), contractés au fil du temps par les banques européennes auprès des banques US. Explosion du système financier !!!

octobre 2011

¹⁶ Brésil, Inde, Russie, Chine

¹⁷ Fonds Européen de Stabilisation financière (Luxembourg), Mécanisme Européen de Stabilisation Financière (à entériner après décision en septembre 2012 de la Cour constitutionnelle quant à sa constitutionnalité.

¹⁸ Contre 50 % en réalité

Décote de 50 % des créances bancaires sur la Grèce (base *volontaire*) et **recapitalisation** des banques touchées par la Grèce (**100** milliards sur 350 milliards de dettes grecques) à concurrence de 9 % en priorité par capitaux privés (modus inconnu), soit 120 % du PIB au lieu de 150 % (insuffisant !)

Diagnostic

L'UEM¹⁹ par le biais de la Troïka (CE, BCE, FMI) s'est substituée à la souveraineté d'un Etat membre

Les dettes souveraines ne le sont plus pour l'Irlande, le Portugal, la Grèce, et sont en balan pour l'Espagne, l'Italie, la France. Les liquidités injectées à coups de milliers de milliards retournent aux banques centrales, ou encore financent la croissance artificielle de la bourse

La crise est devenue la crise de la dette souveraine

La souveraineté de l'Etat de droit est mise en cause

La Grèce a perdu sa **souveraineté**. Elle n'est plus une **démocratie**

La stratégie du Cheval de Troie consiste à occuper un Etat souverain et à lui dicter les mesures qui, pour un objectif financier (désendettement des banques européennes), compromettent les acquis sociaux et politiques.

6- CRISE EUROPÉENNE DE LA TERRE BRÛLÉE²⁰

Définition et processus

Politique de rigueur : diminuer la dette sans la croissance, retour aux clés du 60 % d'endettement par rapport au PIB et du 3 % de déficit budgétaire. Marche forcée vers le reddition budgétaire et fiscale, perte de souveraineté et contournement de la démocratie

Symptômes

Les pays les plus vulnérables, occupés par le Cheval de Troie UEM, entrent en *récession* et le chômage y atteint le *quart* de la population active et y dépasse le 55 % des jeunes entre 16 et 24 ans.

Diagnostic

Les mesures imposées entraînent un sentiment de profonde injustice (le payeur n'est le fauteur) et n'amènent pas la relance. Elles ne font qu'aggraver la crise.

Conséquences

¹⁹ Union Economique et Monétaire

²⁰ Voir le film des événements en annexe 4

Une stratégie de slalom lent entre les pays du Sud et du Nord, représentés sans procuration par la France (pourtant dégradée de son AAA et en pleine crise économique) qui consiste à faire avancer l'ensemble de la masse européenne en circonvenant les plus petits incendies au fur et à mesure qu'ils éclatent permet de louvoyer entre les écueils économiques, sociaux, démocratiques, politiques sans jamais les aborder en plein pour déboucher sur le **fait accompli** d'une union confédérale. C'est la politique de la Terre brûlée

Les impacts du chômage des jeunes : une génération entière sacrifiée, rupture dans la chaîne économique et culturelle ne sont pas mis sur la scène

7- **CRISE DE LA BALLE DANS LE PIED : LA SUISSE ENTRE DANS LA CRISE** **Le no 1 mondial de la banque donne le ton : UBS²¹**

Les excès de l'UBS (fraudes et mensonges par omission) ouvrent la brèche dans la muraille institutionnelle suisse. L'image de confiance est écornée urbi et orbi.

La politique du conseil fédéral de la chaise vide à l'OCDE prive la Suisse de sa compétence de réciprocité en négociation. La Suisse pour la première fois est isolée.

L'excès de juridisme et le manque de professionnalisme de la classe politique, ainsi que les fautes répétées des banques prêté au prétexte du doute et la Suisse, jusqu'ici exemple de professionnalisme et d'éthique bancaires (lutte contre le blanchiment, identité des ayants-droit économiques) se laisse placarder sur les listes noires et ouvre à l'insécurité juridique, ce qui institutionnalise et généralise la perte de confiance

La timidité de la Suisse en matière de souveraineté, de protection de la personne et d'identité fiscale rend possible la perte d'atouts comparatifs déterminants et la perte d'acquis sociaux. Les conséquences de la reddition politique compromettent la qualité d'une mentalité de juste répartition au contrôle discret, par ingestion des systèmes de contrôle étrangers. Le dommage est culturel

8- **LA CRISE ET SON LIEN AVEC LA FAIM**

8.1- **Considérations générales**

Selon les rapports officiels la faim est en diminution dans le monde et cette tendance qui, depuis le début des années 1990, va de pair avec l'émergence du BRIC²² et le développement économique de l'Occident, perdure, quoique à un rythme plus lent malgré la grave crise alimentaire des années 2007 - 2008 et la crise financière et économique occidentale depuis 2006. Les 870 millions d'affamés recensés dans le monde demeurent un scandale quelles que soient les conditions économiques. De ces affamés, 850 millions vivent dans les pays en développement, y compris dans les BRICS et représentent 15 % de la population mondiale.

²¹ Voir le film des événements en annexe 5

²² Voir notes 9 et 16

Conséquence de ce ralentissement, le but officiel²³ de «réduction de moitié de la prévalence de la sous-alimentation» dans les pays en développement ne sera pas tout-à-fait atteint en 2015 comme prévu. Les conséquences de la brusque hausse des prix alimentaires et de la crise financière et économique demeurent officiellement inconnues et les politiques recommandées vont toujours dans le sens de la croissance agricole. Elles sont liées aux politiques de croissance économique et, si elles se réfèrent à la vision libérale, elles n'en recommandent pas moins l'action volontariste et déterminante des pouvoirs publics.

Or il nous apparaît que les seuils de rupture ou de crise économique alimentaire ci-dessus décrits sont atteints à l'évidence dans les pays en développement (98 % des affamés) et en toute logique dans les pays occidentaux en crise (non recensés), à savoir :

8.2- la rupture du lien de proximité réelle entre production et besoin

Dans les pays en voie de développement, en particulier en Afrique, c'est autour du double pivot de la femme avec la cellule familiale et le village que sont structurés les processus d'alimentation et l'ensemble des processus vitaux. Les gouvernements ont la possibilité d'intervenir par les politiques de stockage et de financement pour faciliter la régularisation des processus et les protéger des nombreux aléas naturels ou même économiques qui les guettent.

L'industrialisation à large échelle des processus alimentaires, la mobilisation de ressources extérieures pour leur financement, l'éclatement des structures dans la mondialisation, la déviation des comportements dans la criminalisation des intérêts, cassent la femme isolée, sa cellule de vie, sa relation avec le pouvoir et condamnent sa mission, son image, sa culture, sa crédibilité, sa motivation. Les conséquences de cette rupture sont une crise des valeurs qui est mortelle pour des humains, des cultures, des potentiels de développement et des espérances de justice.

L'introduction de la finance à but spéculatif ou à but de diversification économique dans le processus d'achat des terres, de production, de transport, de stockage de la matière première, en particulier le blé, le maïs, le soya, rompt le lien entre production et besoin et casse le processus naturel de répartition. Le demandeur, qui est le plus souvent le producteur, est toujours le demandeur, mais n'est plus le producteur. Ou s'il le demeure, ce n'est plus lui qui est à la manœuvre, il a perdu son indépendance et quelque part sa motivation et son honneur, ou encore il n'a plus prise sur les prix et les conditions de production.

Quant à l'Occident, la paupérisation des chômeurs en fin de droit, leur retrait de la société, en particulier dans les familles monoparentales, avec le rejet social et les problèmes connexes, marquent un déni d'information qui consiste dans la double et trompeuse lecture économique et thérapeutique de la société. A fortiori le problème de la faim en ressort masqué, comme aux XIIème, XIIIème et XIVème siècles lors de la montée des communes, des marchandes et des franciscains.²⁴

Le lien de proximité entre production et besoin est en tension de rupture, C'est bien pour cette raison que la Chine, qui vit encore de l'expérience du sous-développement, de la famine et de la

²³ Selon la FAO

²⁴ Voir BARTOLI MARCO, *François et les pauvres (Trad.), Messagero di S. Antonio, 2011*

surpopulation, anticipe la crise et acquière les meilleures terres arables d'Afrique et d'Amérique du sud en transformant les hommes qui y travaillent en colons avec les avantages et les inconvénients que cet équilibre nouveau comporte. Pire, la Chine et d'autres agents, notamment occidentaux, interviennent dans les processus de production alimentaire à des fins spéculatives qui aggravent le processus de colonisation et de capture des gouvernements dans la corruption.

8.3- la rupture de la corrélation entre la valeur marchande ou économique et la valeur financière ou spéculative

Le *hedging*, qui consiste à la base dans la protection financière contre un risque économique, est devenu un système, complexe et hors potentiel de contrôle, de marchandisation globalisée du risque financier en rupture de toute corrélation avec la valeur ou la réalité économique, en particulier en ce qui a trait aux terres agricoles et à la chaîne de production alimentaire. On peut parler tout aussi bien des modalités du *hedging* que sont les opérations à terme, les swaps, les dérivées et autres instruments passés en revue dans les annexes à la présente. La bourse spécialisée, le *Chicago Board of Trade*²⁵, qui traite notamment blé, maïs, soya, riz, a vu son volume d'affaires mensuel s'accroître de 60 % pour le maïs et de 40 % pour le riz de 2005 à 2006. La crise alimentaire a renchéri le marché par anticipation de pénurie. La part des opérations enregistrées comme sans rapport avec la production a en même temps augmenté de 90 %.

Ainsi la crise financière et économique occidentale a des effets non seulement sur le prix des matières premières par le bras de levier quasiment infini que procurent les instruments financiers en matière et de spéculation et de diversification des risques, les deux visées étant mélangées.

8.4- L'insécurité structurelle à long terme et le déséquilibre latent à court terme introduits dans le marché alimentaire par l'«abâtardissement» du marché alimentaire», ou l'inextricable enchevêtrement des réglementations, de la libéralisation forcée, de la corruption des gouvernements et de l'absence de notion de juste répartition.

Ce phénomène semble ne pas faire l'objet d'une définition, ni par conséquent d'un suivi ou d'un contrôle, est l'évidence, mais une évidence si diffuse et si mouvante que ce défaut lui est devenu une qualité que le marché et les institutions, les gouvernements, les investisseurs cultivent fût-ce à des fins spéculatives ou à des fins économique, ou même à des fins d'aide au développement (à qualifier entre les lignes de charitables).

A titre d'illustration deux articles produits l'un dans la revue jésuite CHOISIR²⁶ et l'autre dans PICTET REPORT de la Banque Pictet²⁷.

CHOISIR décrit la colonisation chinoise des meilleures terres arables africaines et décrit le dilemme que représente le choix existentiel d'un contrat contraignant et plutôt unilatéral, mais qui présente les avantages de la survie, de la sécurité et d'un développement, même sans liberté.

²⁵ Aujourd'hui la plus importante, elle n'est pas la seule, avec entre autres Singapour, qui va prendre une position déterminante en raison de sa proximité avec l'Asie et de sa spécialisation dans le stockage.

²⁶ CF annexe 6, HUOT, Jean-claude, *Terres convoitées*, octobre 2010

²⁷ Cf. Annexe 7, PICTET REPORT, no 12, hiver 2013, *Le négociant en céréales*

PICTET REPORT décrit à l'opposé les qualités de l'entrepreneur négociant en céréales qui garantit la sécurité aux agriculteurs et la qualité aux consommateurs.

Ces deux articles sont distribués et commentés en cours de conférence.

Les politiques avérées de réglementation n'ont de chance de réussir que dans la mesure où ces fenêtres grandes ouvertes que sont les bourses, en particulier le *Chicago Board of Trade*, donneront toute leur lumière sur les chambres retirées et encore secrètes que sont

- l'ingénierie financière de plus en plus sophistiquée, rapide et massive
- les opérations *over-the-counter* ou de gré-à-gré, qui échappe à tout contrôle et statistique
- l'implication criminelle des gouvernements
- le mixage des opérations à buts économiques et à buts financiers, avec l'accroissement exponentiel de la finance spéculative
- l'enfoncement dans la crise occidentale jusqu'à la rupture des valeurs
- l'insécurité juridique que produisent les facteurs ci-dessus et qui les aggrave à son tour

Le problème de l'«abâtardissement» du marché des matières premières alimentaires provient du mélange des priorités rapportées à de situations qui n'ont rien de commun. Ce sont notamment les écarts entre la nécessité de se nourrir dans l'immédiat et dans le futur, de ne pas mourir de faim et de préserver le confort, voire les acquis sociaux, de s'enrichir pour s'enrichir sans limitation institutionnelle et de préserver son épargne, de trouver un moyen d'asseoir son autorité, sa puissance, (aux niveaux individuel et gouvernemental) et de satisfaire les besoins courants de la vie, de respecter une norme, une éthique, une croyance et de trouver le moyen de les détourner. Les victimes directs sont les plus faibles, à commencer par les enfants et les femmes, pris en tant que relève de l'humanité, promesse de développement et, surtout, respect de l'individu dans sa dignité de créature. La juste correction est sensée venir du marché libre en voie de globalisation et des institutions qui le soutiennent, comme l'évolution suivie par les pays émergents l'a montré jusqu'à ce jour. Mais aucune certitude n'existe à ce propos, au contraire depuis que la crise financière et économique occidentale révèle une crise des valeurs au fondement de notre identité et que cette même crise libère comme jamais auparavant la puissance spéculative sans lien avec la réalité de l'économie ou de la gestion de la maison.

9- DIAGNOSTIC : CRISE FINANCIÈRE, DES VALEURS, DE LA FAIM

Crise financière, crise des valeurs, crise de la faim, le monde économique globalisé présente des acteurs aux *idéologies différentes*, parfois opposées. En quel sens ? L'Occident croit en la vertu d'une

loi absolue, celle du *libéralisme* dont le fer de lance, l'économie de marché²⁸, engendre, avec sa propre culture, une société de même type. Le malthusianisme n'est plus de mise et la population mondiale peut croître à l'horizon de 2050 jusqu'à atteindre 9 milliards²⁹, le marché régulera l'alimentation. La Chine, facteur déterminant de l'économie dans le futur et en particulier de l'alimentation, croit dans les vertus absolues de l'Empire du Milieu et joue le jeu de l'économie libérale pour en mieux saisir les avantages. Elle vise cependant le retour à l'Empire du Milieu en investissant dans une culture qui n'a rien d'occidental, de démocratique ou de libéral, mais qui, taoïste, confucéenne, bouddhiste, fonde l'identité chinoise et prolonge à long terme la tradition culturelle.

En Occident l'objectif commun, initié par les Hébreux, développé par Israël, accompli autour du christianisme est la mise en valeur de la *personne*, de l'individu. Ici le sens de toutes choses demeure un but ultime et hors de portée : nous parlons d'absolu sans comprendre mais en y *croyant* : nous nous présentons avec notre libre-arbitre dans l'ouverture d'un impossible rapport avec une valeur qui nous dépasse et donne un sens à la finitude : le rapport de transcendance avec l'infini, avec Dieu. C'est la civilisation de l'*Alliance* qui repose sur la valeur de l'individu créé à l'image de Dieu. Les Droits de l'homme reflètent l'évolution de l'*Alliance* vers la laïcité. L'*Alliance* repose sur un rapport de foi et de confiance.

En Chine l'objectif traditionnel est la *survie*, y compris après la mort, mais sous une forme éclatée et naturelle, sans rapport d'alliance à la divinité qui ne se propose pas dans un rapport de transcendance, mais implique un culte des ancêtres. Ce culte est assuré par la reproduction humaine qui nécessite qu'en priorité soit engendré un garçon. Fonder une famille exige un minimum alimentaire (le paysan) et le développement d'une économie qui donne à la collectivité le maximum de chances de survie. Les rôles sont cadrés dans une tradition fortement hiérarchisée où le poids du *collectif* prime celui de l'individu. La relation à l'autre et le sens de la vie se jouent dans l'immanence et ne reposent ni sur les valeurs démocratiques ou libérales, ni sur la transcendance. Le rapport de confiance existe, mais ne se définit pas selon la foi dans l'autre, ou dans l'Autre, mais en fonction d'une norme traditionnelle de décence civile.

Sur la scène occidentale on assiste à deux représentations qui, se référant à une culture identique, reposent sur un pari antagoniste. Aux USA le pari est à la *relance* par l'injection de liquidités au risque de la faillite de l'Etat par l'excès d'endettement. En Europe le pari est à la *rigueur* au risque de l'injustice et de la dislocation sociale, avec, depuis une année et demie, un début d'approche analogue à celle des USA. Dans les deux cas à ce jour, soit sept ans après l'éclatement de la crise, le résultat est un endettement qui met en cause la souveraineté de la Nation, partant celle du peuple, de l'individu et de sa liberté, bientôt de sa dignité, sans que cette peste moderne, qu'est le chômage, à commencer par celui des jeunes, ne cesse d'augmenter, ou ne stagne au-delà des seuils supportables.

Les conséquences de la crise sur la faim dans le monde se définissent en termes de dérives financières ou spéculatives qui aggravent les problèmes de gestion des échelles de priorités et de

²⁸ Terme équivalent à capitalisme, mais mis au goût du jour

²⁹ 218.000 bouches supplémentaires chaque jour, 80 millions par an, alors que le monde contenait 200 millions d'habitants à l'ère de Périclès et que l'Empire romain ne dépassait pas 220 millions

répartition. C'est une question de proportion et de son maintien entre processus à buts financiers et à buts économique. Jusqu'à la crise le marché libre avait contribué à la diminution des différences et de la famine. Depuis la crise les excès de la finance compromettent cette politique à long terme.

Or la cause de la crise en Occident est principalement la dérive systémique de la finance qui, par ingéniosité et dans un mélange confus d'honnêteté et de manque d'éthique, est parvenue à se libérer de son rôle : être au service de l'économie. Poursuivant des fins qui lui sont propres, exonérée de tout carcan juridique, politique, ou simplement de bon sens, elle vise des buts immédiats de fortune et de paraître, qui engagent et épuisent l'ensemble de nos ressources environnementales, morales, économiques, sociales et politiques, à commencer par la croissance, le développement, la poursuite de la mise en valeur de l'individu dans un cadre collectif et souverain et de la tendance à davantage de justice. La culture nouvelle que secrète la finance n'est plus en corrélation avec l'économie et celle-ci, désorientée, tourne sur elle-même. Quant à la culture au sens large, submergée par la finance et son projet de fortune et de paraître à court terme, elle n'est plus en corrélation avec la religion. Or comme le montre le théologien luthérien qui a jusqu'à peu en arrière été l'un des phares de la théologie catholique, Paul Tillich, la corrélation religion-culture, la religion étant le fond et la culture la forme, les deux pôles prenant plus ou moins d'importance relative selon les époques ou les civilisations, est au fondement de notre identité judéo-chrétienne et de nos valeurs. C'est bien à ce niveau fondamental que se situe la crise occidentale. .

La finance, pariant sur le mythe prométhéen, développe à l'infini une valeur technologique à court terme qui menace celles qui fondent notre société et notre identité à longue échéance. La Suisse, qui a su maîtriser ce problème avec l'affaire UBS, et qui se présente dans la crise en formation de combat économique et financier prometteur, est entraînée dans la pandémie par la grande porte institutionnelle en raison des excès criminels de certains de ses financiers.

Jean-Marie Brandt, 22 janvier 3013

ANNEXE 1: ETYMOLOGIE, DÉFINITIONS

Etymologie

- crise

Grec *crisis* (κρίσις) : faculté de se faire une opinion personnelle, de séparer (distinguer, juger, faire un choix, séparer, trier, contester), et d'agir en conséquence : décider par choix. Phase aiguë d'une situation aliénante, telle la maladie.

Grec *krino* (κρίνω) : séparer, distinguer, choisir, décider, trancher, juger, interpréter, faire entrer dans la phase critique.

- valeur

Latin *valeo* : être fort, puissant, s'établir, se maintenir, régner, avoir une signification, un sens, être en bonne santé.

Définitions

- **Crise financière** : crise de change, ou bancaire, ou boursière, ou de la dette publique (relativement fréquentes). Une crise financière qui dure comporte des conséquences sur l'économie.
- **Crise économique** : les conditions-cadres de la société, les structures et les procédures de gestion de ses ressources, sont mises en question au point de risquer une détérioration durable (peut être partie intégrante de cycles économiques, et répondre à des jugements et des actions conventionnelles).
- **Récession** : phase passagère de cycle économique négatif (baisse du PIB).
- **Dépression** : diminution durable de la production et de la consommation (depuis deux trimestres consécutifs de baisse du PIB).
- **Crise en général** :

Situation qui exige un jugement et une décision hors des schémas habituels, ou de l'expérience acquise, elle a une dimension relationnelle, éthique et elle :

- Fait appel à l'opinion personnelle
- Se présente comme un paroxysme qui nécessite de rompre avec l'acquis, l'habitude
- Représente la fin d'un monde et des composantes incapables de s'adapter
- Offre le potentiel de renaissance à un monde meilleur

Saut qualitatif dans l'évolution du monde, de la société, de l'homme, état de séparation entre deux mondes, deux manières d'être et de faire.

Opportunité de faire mieux, beaucoup mieux, qui est inattendue, qui nécessite un bon jugement et un engagement immédiat.

ANNEXE 2: CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE ET RÉACTION US (2008 - 20XX) FILM DES ÉVÉNEMENTS DÉFINITIONS

Bear Stearns Companies Inc. (5^{ème} plus grande banque de Wall Street) reprend ses HEDGE FUNDS privés de contrepartie : 20 milliards de pertes, au bord de la faillite, chute de l'action de \$ 123 à \$ 10, renflouée par la FED (invention du TO BIG TO FAIL ET RULE OF EXCEPTION), Bear Stearns est vendue de force par la FED à JP Morgan pour \$ 2 (!), mettant à disposition 30 milliards de dollars

Fanny Mae et Freddie Mac, instituts créées pendant la Grande dépression par l'Etat, pour faciliter le crédit hypothécaire, 5300 milliards de crédits hypothécaires (70 % des crédits hypothécaires US) **titrisés et/ ou hedgés** et donc répandus dans l'ensemble du marché mondialisé (*mortgage-backed-securities*), en un jour l'action est dévalorisée de 74 %. Intervention directe de l'Etat et de la Fed

Faillite de Lehmann Brother

Morgan Stanley, Goldman Sachs se mettent sous la protection de la FED, puis toutes les banques d'affaires, y compris **Bank of America**. Goldman Sachs avait géré la contrepartie swap et assurance du montant de 47 milliards de dette grecque que la **Grèce** avait soustrait de ses statistiques (de concert avec Bank of Scotland)

Wall Street folles semaines de panique, 4 août **crash** boursier (25 à 40 % : 820 milliards \$ en fumée)

American Insurance Group (AIG), troisième plus grand assureur mondial (après ING et Axia) (130.000 employés, 74 millions de clients, repris par le gouvernement à 85 %), grâce à un prêt de 85 milliards au taux de 8.5 % au-dessus du *Libor*, suite aux pertes de 18 milliards encourues en raison du manque de contrepartie dans les **Credit Default Swaps**. Le bureau de Londres (*hedge* : a passé du *money market fund* au *commercial paper*) avec sa petite banque d'investissement sur les dérivées, détient des **CDS** pour 62 milliards fin 2007

octobre - novembre 2011 : MF Global Holdings Ltd, faillite. Trader depuis 1783, membre du "*Over-the-Counter Group*", agent financier mondial majeur sur les dérivées. \$ 200 millions de perte sur position de 6 milliards sur le pari de la faillite grecque, trou de 700 millions dans la comptabilité, délits d'initiés possibles. L'**escroquerie** continue et coûte de plus en plus cher

janvier - avril 2012 : JP Morgan. Perte de 2 milliards sur le négoce et relance le débat sur la réglementation (projet de Loi **Dodd-Frank sur la réforme de Wall-Street**, la séparation des banques selon le type de leurs activités) et, partant, de la finance mondiale). JP Morgan en tête, qui a dû absorber **Bear Stearns** et **Washington Mutual** et qui passait pour un **modèle, refuse** l'idée de la ré-réglementation et taxe Bâle III d'anti-américain (FP de 8 % chez eux contre 19 % prévus). Signes de **rupture** des Alliés !

Rumeurs de 5 à 9 milliards de pertes sur la spéculation pour compte propre. James Dimon, le Président, assume, ce qui est conforme à la culture anglo-saxonne et contraire à la culture continentale. Il s'agirait de **paris indicels sur la solvabilité de grands groupes américains** pour plus de 100 milliards. Rien n'a changé, bien au contraire depuis le symptôme des *subprime* La banque,

signe indubitable de problème profond, suspend son programme de rachat de ses actions (15 milliards prévus jusqu'en 2013, dont 12 en 2012 le 21 mai 2012).

juin 2012 : Face-Book, entrée "mitigée" en bourse : 100 milliard. Le comble de la **dérive financière**. Position spéculative perdante de Morgan Stanley (deux milliards de pertes le lendemain ?)

Première **condamnation** des huiles de Wall Street depuis le début de la crise : Rajat Gupta (gradué Harvard, président de Mc Kinsey, administrateur Procter & Gamble, Goldman Sachs, milliardaire couvert d'honneurs et philanthrope, pour délits d'initiés.

juillet 2012 : LIBOR³⁰-gate jusqu'aux USA via Réserve fédérale de NY, possible manipulation cartelaire, entente frauduleuse dénoncée par UBS en 2011 sous couvert de la repentance ! Les \$àl, "membres du cartel" assignés par la justice US : UBS, J Morgan, Chase, Barclays, avec des soupçons sur Citigroup, HSBC, Royal Bank of Scotland, Deutsche Bank

- **3 août (lundi) 2012** : panique à la bourse : Knight Capital, courtier et *market maker* de plus de 500 titres de premier ordre, menacé avec l'ensemble des places financières, suite à des erreurs de comptabilisation informatique de centaines de milliers d'opérations en bourse faites dans la journée du 1^{er} août, (1400 emplois, 5 millions de comptes), voir ci-dessous

FED accroît son soutien à l'économie, après **QE1**³¹ (1700 milliards), **QE2** (600 milliards) et **TWIST** (700 milliards) : QE3, croissance stagne à 1.5 % et chômage à 8%, argent facile qui profite à la bourse

Fiscal cliff USA (Impasse budgétaire). Plafond endettement fédéral : 14.290 milliards³² et 3 fois le PIB US si l'on ajoute les engagements de chaque Etat, du privé et du secteur. Problème d'échéance : 58 % des bons du trésor échus en 2014, soit 2300 milliards en 2011, 3000 milliards entre 2012 et 2014. Déficit budgétaire : 1500 milliards, soit 10 % du PIB.: obligation constitutionnelle début 2013 de couper les dépenses d'abord, puis d'augmenter les impôts pour diminuer la dette de 109 milliards par an, perte immédiate de 2 millions d'emplois, entrée en récession US et du monde.

Accord provisoire au 31 décembre 2012 : plafond de la dette à 16.400 milliards, négociation en cours pour fin février

ANNEXE 3 : CRISE DE LA DETTE SOUVERAINE ET RÉACTION US (2008 - 20XX), FILM DES ÉVÉNEMENTS

Plan **Paulson-Bernanke** (futur Plan **TARP**³³ : l'Etat reprend ses parts et **saue** les deux établissements Morgan Stanley et Goldman Sachs. **Injection** de 700 milliards

³⁰ London interbank offered rate, le marché arbitre chaque matin le taux d'intérêt de référence du jour (enjeu : des centaines de milliards de \$ au quotidien)

³¹ Quantitative Easing : rachat de Treasury bills (notes de crédit à court terme du Gouvernement) contre injection de monnaie

³² **1917 : 11.5 milliards, septembre 2012 : 16.400 milliards**

³³ **Troubled Asset Relief Programm**

TARP : (Post-keynésianisme) croissance par la planche à billet illimitée, mise sous tutelle des banques (garantie des dépôts, gel liquidités bancaires, apport en quasi-capital aux banques, mariages forcés), augmentation dépenses publiques, réduction des impôts, coordination en G20, **partenariat mondial** proposé.

TARP se développe souplement en fonction de la pratique : la **FED** élargit les collatéraux garanties de financement, et allonge la maturité des prêts ; elle prend directement le risque de l'**endettement**, de la baisse des taux, de l'**inflation**, et reprend le financement principal des banques et des entreprises : c'est le **Bank relief funds, Special liquidity Schem**, ou garantie étatique des dépôts, **garantie de liquidité**.

Plan Obama-Geithner : volonté politique d'inventer un régulateur systémique. La Fed plus un comité de régulateurs, plan abandonné 21 janvier 2010. Volonté du retour à la réglementation (**hedge over the counter**), le retour au **Glass-Steagall Act**³⁴ de 1933, aboli en 1970 lors de la déréglementation mondiale.

Loi **Dodd Frank**, cadrage des dérivées, limitation de la spéculation pour **compte propre**, encadrement des **to big to fail**, mais pas de visée sur les fonds propres des banques (pour mémoire : Europe, accord du 23 octobre sur les 9 % de fonds propres et Suisse, accord séparé jusqu'à 19 %)

Désignation des **to big to fail**, avec plan de secours présenté dès 2012, révision une fois l'an et obligation de FP non précisée à partir de 2016, surveillance de la rémunération des dirigeants (la mythologie devient universelle) :

UBS, CS, Bank of America, Bank of China, Bank of New-York Mellon, Banque Populaire CdE, Barclays, BNP Paris-bas, Citigroup, Commerzbank, Deutsche Bank, Dexia, Goldman Sachs, Crédit agricole, HSBC, ING Bank, JP Morgan Chase, Lloyds Banking Group, Mitsubishi UFJ FG, Mizuho FG, Morgan Stanley, Nordea, Royal Bank of Scotland, Santander, Société générale, State Street, Sumitomo Mitsui FG, Unicredit Group, Wells Fargo

21 juin 2012 : **FED** : prolongation de l'opération **Twist** du 30 juin au 31 décembre (échange d'ici à la fin de l'année de 270 milliards de bons du Trésor à moins de 3 ans contre des obligations de 6 à 30 ans, pour faire baisser les intérêts à long terme), maintien du taux directeur quasi nul

ANNEXE 4 : CRISE EUROPÉENNE DE LA TERRE BRÛLÉE, FILM DES ÉVÉNEMENTS

- Dès 2010

Fond Européen de Stabilité financière (FESF), doté par les 17 membres de l'UEM au prorata de leur capacité contributive pour des émissions obligataires en faveur des Etats membres (dont à l'origine Grèce, Portugal, Espagne !)³⁵ avec une limite de crédit de 750 milliards, garanti par la BCE, est ouvert en liaison avec deux autre facilités de crédits prises dans le cadre du futur **MESF** :

³⁴ Nous répétons : séparation des banques de dépôts et d'investissements

³⁵ 119.4milliards par l'Allemagne, 89.7 par la France, 78.8 par l'Italie, 12.4 par la Grèce, 4.4 par la Slovaquie

60 pris dans le cadre du **MESF** par la Commission européenne sur son budget, pour droits de tirage (à ne pas dépenser) répartis entre les 27 membres de l'UE, **250** par le Fonds Monétaire International (**FMI**)

- Octobre 2011

Montant limite d'utilisation a été abaissé à 440 milliards, utilisé partiellement pour financer Grèce, Irlande et Portugal

- février 2012

BCE : stoppe son programme d'achat d'obligations d'Etat sur le marché secondaire avec déjà 220 milliards à l'actif

- avril 2012

Montant augmenté à **780**. Avec la suppression des contributions grecques et irlandaises, et suite aux déboursements en leur faveur : le FESF avait fondu de 750 à 440 milliards. Il ne couvre pas besoins Espagne et Portugal d'ici à 2013. Besoins avérés : **3000** milliards !

Le FESF est un fonds d'urgence créé en attendant une institution officielle ayant le droit de communautariser la dette des Etats, non seulement des banques

Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF pour janvier 2013): cadre de facilités de crédits qui fait appel aux ressources communes à l'Union européenne et au Fonds Monétaire International au prorata des capacités contributives des membres, destiné aussi bien à assurer la stabilité de la Zone euro (17 membres) que celle de l'Union Européenne (27 membres).

Le MESF est destiné à tirer l'ensemble de l'UE vers une indispensable et trop longtemps repoussée **intégration budgétaire et fiscale**, condition sine qua non pour transformer l'**Union Economique et Monétaire (UEM)** en une véritable union économique et faire de l'**Euro** un réel instrument monétaire. Il s'agit ni plus ni moins de passer à l'intégration des politiques fiscales et budgétaires, ce qui ferait renoncer à la règle sacro-sainte de l'**unanimité** avec à la clé la perte des ultimes **compétences** nationales. Le MESF est destiné à devenir le futur **Fond monétaire européen** qui, sous la forme d'une banque, permette de concrétiser enfin la solidarité économique et financière entre ses membres. Prévu à l'origine pour 2013, la gravité de la situation le fait envisager pour 2012.

Le MESF est créé dans le cadre du nouveau **Traité de Lisbonne**, avec un paquet de directives européennes (6 en tout) qui renforceront la gouvernance sur la fraude et la manipulation statistique (suite à l'"*affaire grecque*" avec Goldman Sachs), sur des amendes en cas de dérapage budgétaire et sur la mise en œuvre de sanctions automatiques en cas de déséquilibres macroéconomiques. Principe de la majorité renversée, avec droit de veto possible après quorum. Perte décisive de souveraineté des Etats-membres, au détriment des petits et en faveur des grands. Capital de dotation : 500 milliards.

Le MESF est programmé pour prendre le relai du FESF créé en attendant

- janvier - avril 2012

BCE : LTRO³⁶ (I : 489) (II en février : 530, soit plus de **1000** milliards en tout) besoins refinancement 800 banques et Etats périphériques, sur trois ans à 1 %, contre des gages émis par les banques centrales des pays demandeurs³⁷, pour éviter l'assèchement du crédit³⁸, mais l'argent finance la montée de la bourse ou retourne à la BCE. La BCE pompe là 33 % des liquidités européennes (en tout : 3000). La FED avait injecté 2000 sur 3 ans. FESF toujours à 440 (besoins : 1000 en tout). Effet sur la **bourse** uniquement.

- mai 2012 **L'Espagne ou le langage de bois**

Entre à son tour dans le cyclone : la politique d'austérité n'empêche pas le déficit budgétaire de dépasser les objectifs (9% au lieu de 7 en 2012), les banques disent avoir besoin d'une recapitalisation immédiate de plus de 100 milliards (officiellement, en réalité le montant dépend de la manière de comptabiliser les risques qui paraît en l'espèce au maximum à 20 % du total et on estime le besoin à 280 milliards !),

- 19 et 20 mai 2012

G8 : accueille F. Hollande et confirme la nécessité de **croissance** et le **maintien** de la Grèce dans l'Euro-zone.

Croissance : injecter 120 à **130** milliards, dont 60 à fin 2012 dans les projets européens (soit 1 % du PIB communautaire) via BEI, MESF, garanties publiques d'emprunts privés ou euro-obligations

Taxe sur transactions financières repoussée à fin 2012 (pas d'unanimité)

Rapport demandé pour octobre sur les 4 piliers de l'intégration budgétaire : union bancaire, intégration budgétaire avec surveillance mutuelle, convergence politiques économiques, légitimité démocratique

Pas d'élargissement des troïkas conditionnant l'allocation des aides en-dehors de Grèce, Portugal, Irlande : chaque pays aidé devient **responsable** vis-à-vis de ses pairs

- juillet 2012

Espagne : aide des 17, limite de **100** milliards en prêts directs aux banques via le **FESF**, dont 30 débloqués à la fin du mois pour sauver le secteur bancaire touché par la bulle immobilière

BEI³⁹, positionnement, potentiel de financement jusqu'à 180 milliards, puis 216 en 2015, sous forme d'euro-obligations de projets, avec le risque de perdre son AAA

Déclarations président **BCE Mario Draggi**.

³⁶ *Long term Refinancing Operation*

³⁷ Impossible pour la Grèce suite à son *default*

³⁸ *Credit crunch*

³⁹ Banque européenne d'investissements, actionnaires : les 27, avec financement pour la moitié hors zone de projets d'infrastructure

- 20 juillet : "**prêt à faire tout le nécessaire pour préserver l'Euro...croyez-moi, ce sera suffisant !**", puis **Hollande et Merkel** : "**déterminés à tout faire pour protéger la zone Euro**" : taux de refinancements en nette baisse, bourses nettement positives (SMI 1.36), alors que les pays en difficulté sont en récession accentuée, que le chômage augmente, en particulier celui des jeunes, et le PIB européen stagne

- 2 août "**BCE pourrait reprendre ses achats obligations publiques marché secondaire...pour autant que les Etats aidés suivent un programme de redressement et qu'ils fassent la demande de rachat.**" Bourses retombent. Voir 6 septembre

- septembre

Lancement de **OMT**⁴⁰ : achat sans limite d'obligations d'Etat à trois ans au maximum sur le marché secondaire⁴¹, à la condition que l'Etat fasse sa demande de soutien auprès des FESF et MESF

ANNEXE 5 : CRISE DE LA BALLE DANS LE PIED : LA SUISSE ENTRE DANS LA CRISE

Le no 1 mondial de la banque donne le ton : UBS. Le film des événements

mars - avril 2007 Le leader mondial donne le ton : UBS révèle au monde la crise des subprime et ferme en mai Dillon Read Capital Management division créé en 2005 pour donner une position à John Costas (créateur de UBS Investment banking de 2000 à 2005 et à une importante équipe de professionnels, lui-même remplacé par Huw Jenkins), tout en reprenant pour compte propre les positions. A ce moment la perte constitue le 18 % de la future perte de l'UBS de \$ 19 milliards. Les opérations continuent jusqu'au milieu 2007, alors que les opérateurs se retirent du marché subprime. La perte contribuera pour 84 % de la perte finale de \$ **37** milliards (2008), dont sur hypothèques le record de tous les prêteurs : \$ 24 milliards.

octobre 2007 : UBS annonce l'impossibilité de vendre ses positions suite à l'assèchement du marché.

décembre 2007 : UBS obtient \$ **11.5** de fonds propres, dont 9.7 d'un fonds souverain de Hong-Kong et \$ 1.8 milliards d'un investisseur moyen-oriental en contournant les droits des autres actionnaires, ce qui n'empêche l'action de s'écrouler de plus de 70 % et dividende annulé depuis.

octobre 2008 : la **Confédération** investit CHF. 6 milliards dans le capital (obligations convertibles à 11 %) et la BNS reprend \$ 60 milliards de crédits illiquides.

Février 2009 : UBS annonce une seconde perte 2008 de CHF **20** milliards et l'amortissement depuis le début de la crise financière en 2007 de \$ **50** milliards dans le subprime et supprime **11000** emplois.

Juin 2008 : le **FBI**, donnant suite à l'information de l'US **Internal Revenue Service** saisi par le Département de Justice des aveux sous serment de **Brad Birkenfeld** demande à se rendre en Suisse pour poursuivre une plainte d'évasion fiscale de plusieurs milliards contre UBS

⁴⁰ Outright Monetary Transaction

⁴¹ "Pour rester dans les limites de son mandat"

juillet 2008 : une commission du **sénat** accuse des banques suisses, notamment UBS et LGT Group de vendre activement **l'évasion fiscale** à de riches Américains (19000 comptes, \$ 20 milliards).

février 2009 : UBS paie une amende \$ **780** millions au Gouvernement et passe un accord transactionnel quant à l'accusation de fraude et conspiration avec le Service des revenus. Le jour suivant le Gouvernement poursuit UBS pour l'obtention de **52000** noms de citoyens américains pour fraude dans les déclarations fiscales

Le lendemain la FINMA livre l'identité de **450** clients américains.

août 2009 : UBS annonce le **règlement** du litige avec **l'IRS**, et la **brèche** sur le secret bancaire est ouverte.

été 2009 : après le refus de *séparer wealth management, investment banking et asset management* des services de la banque et la vente fructueuse de certaines affiliées, UBS place \$ 3.5 milliards d'actions auprès d'institutionnels, la confédération est **remboursée** de ses CHF 6 milliards avec profit.

juillet 2010 : la Suisse approuve un accord visant à **livrer les noms** de clients de banques suisses suspectés d'évasion fiscale.

août 2011 : licenciement de **8500** employés.

15 septembre 2011 : scandale du rogue trader Kweku Adoboli, pertes de \$ 2.3 milliards, suite à la spéculation contre le CHF. Critiques du Fonds Souverain du Gouvernement de Singapour, principal actionnaire.

24 septembre 2011 : **démission du président Oswald Gruebel sur ordre du fonds souverain singapourien**

octobre 2011

Bâle III. Application **suisse**, lancement de la consultation, jusque 16 janvier 2012. Mise en œuvre 2013, achevée fin 2018 : renforcement des fonds propres (montants et qualité) comme pour tous, avec pour la Suisse, montant plus élevé et amélioration transparence. En Europe : 9.5 % de fonds proposes refus de principe aux USA

to big to fail légalisé

juin - juillet 2012

FATCA⁴², signature d'un accord-cadre avec les USA pour la mise en œuvre (après de nombreux pays européens) de la loi fiscale américaine en Suisse et par les sociétés suisses à

⁴² foreign Account Tax Compliance

l'étranger : assistance administrative, mais premier pas vers l'échange automatique et généralisé (comme pour les pays européens)

MROS⁴³, soumise au Parlement : échange sans formalité entre administrations homologues d'informations sur intermédiaires financiers suisses dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale (2 à 5 % du PNB mondial selon le FMI) et le financement du terrorisme et criminalisation des infractions fiscales les plus graves (selon recommandations GAFI⁴⁴), mais indépendamment des procédures judiciaires

Protection des données. Transmission des données aux USA avec noms d'employés par les banques suisses, selon décision du Conseil fédéral du 4 avril. Onze banques, qui ont repris la clientèle américaine d'UBS sont accusées de fraude, recherche d'un accord extra-judiciaire : doute sur le respect de la **Loi fédérale sur la protection des données, art. 4, sur le code des obligations à propos de la protection de la personnalité du travailleur, art. 328, sur le code pénal à propos des actes exécutés sans droit pour un Etat étranger, art 271.** Conseil fédéral, FINMA⁴⁵ et banques se rejettent la responsabilité : scandale éthique et perte d'image

Accord sur les demandes groupées (*fishing information*)⁴⁶, approuvé par la Suisse.

17 juin

Caisses de pensions suisses, rendement 2012 : 0.3 %⁴⁷ insuffisant, taux de couverture en baisse. Problèmes dans les caisses publiques. Taux technique 3.5 à 4 % (escompte des sorties à terme). Le taux de rendement des placements escomptés à terme devrait dépasser le taux technique de 0.5 %.

début septembre Suisse

Le PIB finit par marquer le pas : **0.5 %**⁴⁸ pour 2012 au lieu de 1.2 % (0.5 % entre juin 2011 et juin 2012⁴⁹).

10 septembre

Birkenfeld, ancien cadre UBS à Genève et à New-York reçoit 100 millions de \$ pour avoir dénoncé les clients fraudeurs du fisc. Institutionnalisation du Whistleblower ou dénonciateur dans l'intérêt public.

Conclusion pour la Suisse

- Après les ventes de CDROM aux autorités allemandes et françaises, grave défaite pour la Place financière suisse, le secret bancaire et les valeurs que la Suisse défend

⁴³ Money laundering reporting office

⁴⁴ Groupe d'action financière contre le blanchiment d'argent

⁴⁵ Swiss financial market authority

⁴⁶ Art. 26 convention fiscale OCDE : renseignements sans identification préalable, avec identification à la clé

⁴⁷ Contre 2.4 % par an au cours des 10 dernières années, Source : Suisse Canto, enquête mai 2012 et contre 1.62 (LPPP 25) et 0.19 (LPP 40) en 2011 selon indice LPP.

⁴⁸ Selon CS

⁴⁹ Selon SECO4

- La crise vient des excès criminels et répétitifs de l'UBS aux USA. Le problème de la confiance au centre du débat.
- La crise entre en Suisse par la porte de la capitulation institutionnelle et de la décrédibilisation
- En raison de notre approche légaliste et à cause de l'arrogance de quelques banquiers en bonne partie zurichois, la crise est entrée en Suisse par la petite porte alors que rien ne l'y invitait. Le déficit d'image en matière de confiance sera très long et difficile à combler
- Le coût n'est pas à ce jour évalué et les coupables courent toujours.

Terres convoitées

● ● ● **Jean-Claude Huot**, *Cossonay-Ville (VD)*
Secrétaire romand d'Action de Carême

Dans un grand hôtel genevois, une conférence avait lieu le 10 juin dernier sur les investissements dans les domaines de l'agriculture et de la propriété terrienne. Parmi l'ensemble des événements de la cité internationale et financière, cette rencontre passa inaperçu. Elle illustre toutefois l'intérêt croissant des milieux financiers pour les terres agricoles.

C'est fin 2008 que cet intérêt est apparu au grand jour. En octobre, l'entreprise sud-coréenne Daewoo passait un accord avec le président malgache en vue de louer 1,3 million d'hectares à Madagascar, afin de produire du maïs et de l'huile de palme destinés au marché coréen. Cette nouvelle fit le tour du monde et les protestations furent nombreuses. Elle précipita d'ailleurs la chute du président Ravalomanana en mars 2009.

Cette tentative d'une entreprise sud-coréenne de s'emparer de la moitié des terres cultivées malgaches a déclenché un débat qui n'est pas prêt de s'arrêter : s'agit-il « d'investissements agricoles » contribuant à lutter contre la pénurie alimentaire, comme l'affir-

ment la Banque mondiale et de nombreux gouvernements, ou d'un « accaparement de terres » de nature néo-coloniale, comme le craignent de nombreuses ONG dont GRAIN (Genetic Resources Action International) qui a créé un blog d'observation du phénomène ?¹

Expansion du procédé

Ces deux dernières années, les exemples de ce type se sont multipliés. Ainsi la Banque mondiale estime qu'entre 2006 et 2009, quelques 50 millions d'hectares ont été vendus ou loués en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'Agence de la coopération technique allemande observe que plus de 20 millions d'hectares ont été cédés par 18 pays africains, dont 10 seulement pour le Mozambique.²

En Ethiopie, le directeur de l'agence d'investissement agricole annonce que 3 millions d'hectares (une surface équivalente à celle de la Belgique) ont été clôturés en vue d'être loués à des investisseurs³ et que 600 000 hectares ont déjà été loués, notamment à des entreprises indiennes, chinoises et saoudiennes. Au Congo, 200 000 hectares sont destinés à des investisseurs sud-africains pour la culture de maïs et de soja et le gouvernement négocie la location de... 10 millions d'hectares ! Le Kenya promet 40 000 hectares au Qatar pour la production de fruits et de

société

Au moment où une grande partie des pays africains célèbrent les 50 ans de leur indépendance, nombre d'entre eux vendent ou louent à des entreprises étrangères d'énormes surfaces agricoles pour produire des denrées uniquement destinées à l'exportation. Le plus souvent, les populations locales sont exclues de ces transactions. Elles ne les découvrent qu'au moment où elles sont expulsées de leur terre. Ce phénomène inquiète de nombreuses ONG, dont Action de Carême.

- 1 • <http://farmlandgrab.org>.
- 2 • www.lesatriques.com Consulté le 15.07.10, **Walid Kéfi**, *La ruée sur les terres agricoles s'accroît en Afrique*.
- 3 • Sauf indication contraire, les informations de cet article sont tirées de **Pain pour le Prochain et Action de Carême**, *L'accaparement des terres*, 1/2010, 30 p. Cette brochure peut être commandée à Action de Carême, ☎ ++(0)21 617 88 81.

légumes destinés à cet émirat, et le Niger a cédé 100 000 hectares à un fonds souverain libyen pour la production de riz.

Les ressorts de cet engouement pour la terre d'autrui sont de deux ordres : le souci de trouver de nouvelles voies d'approvisionnement et la possibilité d'investissements rentables dans un domaine - l'agriculture - négligé pendant plusieurs décennies. La crise alimentaire de 2008 a fait prendre conscience aux pays tributaires des importations pour l'alimentation de leur population du coût de cette dépendance. La culture vivrière à l'étranger est devenue pour des Etats comme la Chine, l'Inde, l'Arabie Saoudite ou le Japon une stratégie d'approvisionnement.

Plantation de soya,
Madagascar



La crise financière, quant à elle, a réveillé l'intérêt des fonds spéculatifs et des banques. En investissant dans la terre, ils espèrent un bon rendement sur un produit dont la valeur va certainement augmenter étant donnée la croissance de la demande en produits agricoles. La Suisse abrite plusieurs fonds qui participent à cet engouement, comme GlobalAgriCap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève, Man Investments (CH) AG à Pfäffikon (SZ). Des banques suisses sont également intéressées : Crédit Suisse et UBS ont ainsi participé en 2009 à l'émission d'actions pour le compte de Golden Agri-Ressources, une entreprise indonésienne accusée d'accaparer de grandes surfaces pour la production d'huile de palme, et la banque privée Pictet gère un fonds actif dans ce domaine.⁴ Des entreprises suisses sont également entrées dans ce marché.⁵

Lourdes conséquences

Les Etats qui vendent ou louent ainsi de grandes surfaces à des investisseurs étrangers espèrent des retombées : transfert de technologie, relance de la production agricole, paiement de loyers. Cependant les bénéfices demeurent limités pour la population locale qui souffre souvent de malnutrition chronique et les contrats restent inconnus des paysans contraints, en fin de compte, de quitter leurs terres. Les lacunes du droit foncier ou le mélange d'un droit formel avec un droit coutumier affaiblissent la position des

4 • PF (LUX) - Agriculture Fund.

5 • Glencore (ZG) et Adlax Bioenergy (GE) en sont deux exemples.

familles paysannes qui cultivaient des terres sans titre formel de propriété. Au Bénin, par exemple, l'endettement familial contraint à vendre ; les terres perdues restent en jachère ; les nouveaux propriétaires attendent de constituer de gros lots à vendre à des investisseurs étrangers. C'est ainsi que la région de Zou, qui pourrait être le grenier à blé du pays, se couvre de jachères. Dans certaines communes, jusqu'à la moitié des terres sont en main d'investisseurs étrangers.⁶

Aux questions de subsistance immédiate des paysans locaux dont l'accès à la terre est restreint, s'ajoutent les doutes sur la capacité de cette agro-industrie à contribuer à la sécurité alimentaire. Un grand nombre de ces projets sont dédiés à des plantes fourragères et à la production d'agrocarburants. Maïs, soja, huile de palme, sucre de canne vont nourrir les volailles et le bétail destinés à la boucherie. Or la production de viande provoque d'énormes pertes nutritives (pour une calorie de viande, on a besoin de 7 calories végétales). Le problème est encore aggravé avec les agrocarburants car alors l'huile ou le sucre ne servent plus du tout à la nourriture humaine. Or la plupart des projets se situent dans des pays qui souffrent de la faim. A Madagascar, l'entreprise Daewoo pré-

voyait d'exporter par bateau l'entièreté de la production alors même que 3,5 % de la population souffre de la faim. En Ethiopie où 3 millions d'hectares sont destinés à la location, 6,2 millions de personnes souffrent de la faim.

Changer de politique agricole

Face à ces questions, les instances internationales peinent à trouver des solutions. Elles relèvent que de nombreuses conditions devraient être remplies pour que les populations locales profitent aussi de ces investissements. La FAO⁷ a élaboré des principes pour les investissements agricoles avec la Banque mondiale et la CNUCED.⁸ Ces principes, publiés en janvier 2010, demandent un renforcement de la capacité des populations locales à générer des revenus.⁹ Ils rappellent toutefois que rares sont les terres réellement inoccupées et que les droits de propriété doivent souvent être clarifiés avant de procéder à la vente ou la location de terres. De ces principes, il est prévu de tirer des lignes directrices à l'attention des investisseurs et des gouvernements.

Un rapport rendu public en juin 2010 et commandé, entre autres, par la FAO et la Direction du développement et de la coopération (DDC) de la Confédération helvétique souligne l'importance d'investissements « inclusifs ». Plutôt que de minimiser les effets négatifs de l'acquisition de grandes surfaces, l'étude propose d'investir de manière rentable dans l'agriculture, tout en favorisant les opportunités pour les petits propriétaires locaux.

Cette recherche relève toutefois qu'il faut renforcer le pouvoir de négociation de ces derniers et les soutenir dans

6 • D'après un journal local, *La Nouvelle Tribune*, 15.06.06, Marcel Zoumènou, Des terres cultivables bradées à des groupes financiers étrangers (www.farmlandgrab.org/13717, consulté le 21.07.10).

7 • Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

8 • Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

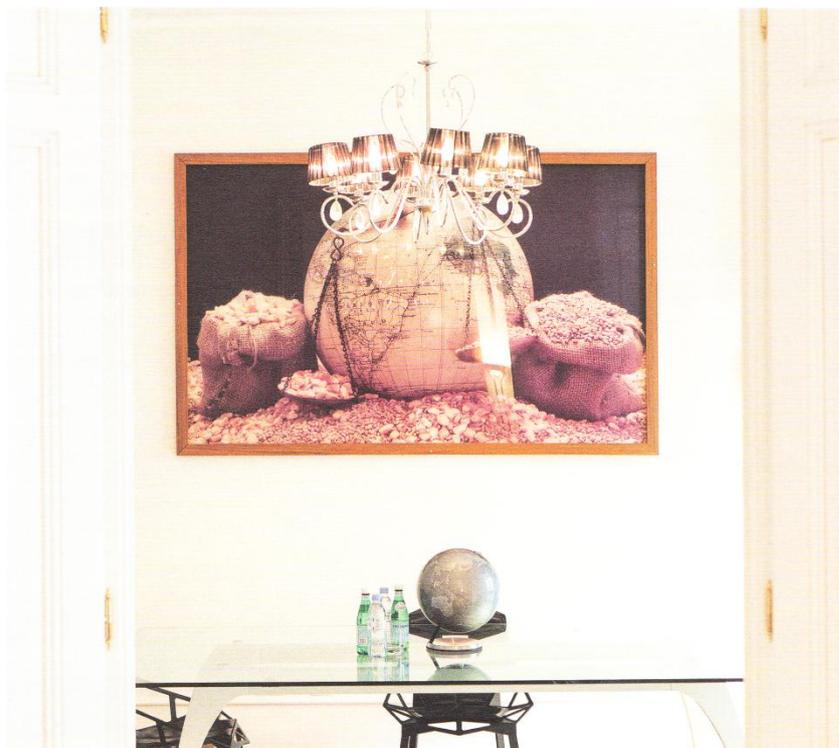
9 • *Principles for Responsible Agricultural Investment that Respect Rights, Livelihoods and Resources*, disponibles en anglais uniquement sur les sites Internet des organisations concernées.

Le négociant en céréales

Simon Arnold

Le fondateur d'une société de négoce de céréales achète du blé et de l'orge en Europe et le vend au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Il met à profit sa connaissance du secteur pour garantir la sécurité aux agriculteurs et la qualité aux consommateurs





Pour Simon Arnold, le négociant de céréales est le «maillon ingrat» de la chaîne qui relie les agriculteurs à ceux qui consomment les produits de ces récoltes ou en font un autre usage. Fondée en 2002 à Genève, Seagrain achète des céréales dans des régions en surplus de production et les achemine vers ses clients partout dans le monde.

L'entreprise, qui compte quatre employés à Genève, expédie du blé de mouture de qualité supérieure et de l'orge de brasserie, mais aussi du blé et de l'orge fourragers. Bien que Seagrain ait diversifié ses sources d'approvisionnement, la plupart des céréales viennent de l'ouest et de l'est de l'Europe. Grâce à un silo d'exportation récemment construit dans un port letton, l'entreprise peut désormais se procurer les céréales dans les pays baltes et les greniers à blé russes, ukrainiens et kazakhs.

Les clients de Seagrain sont des importateurs céréaliers et des consommateurs tels que les minotiers ou les producteurs de fourrage au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. «Les marchés que nous approvisionnons s'étendent du Maroc à l'Iran, en passant par le Golfe et de l'Afrique du Nord, jusqu'à l'Afrique du Sud», affirme Simon Arnold. «J'utilise mes connaissances en minoterie pour fournir les types de blé requis, que ce soit pour des miches de pain en Afrique du Nord ou des galettes plates au Moyen-Orient.»

Il attribue son succès à deux ingrédients: premièrement, le réseau de fournisseurs et clients qu'il s'est construit en 30 ans de carrière dans le négoce de céréales. «En ce qui concerne le côté physique de l'activité, les gens ne changent pas beaucoup et on finit par connaître les agriculteurs, les coopératives, les importateurs et les minotiers. Je me rends à la conférence annuelle de l'Association internationale des exploitants meuniers pour évoquer la situation du marché des prix devant 800 participants.»

«Le second ingrédient est notre connaissance approfondie du marché des céréales. Pour chaque pays producteur, nous déterminons le niveau de ses stocks, la production attendue ainsi que son volume de consommation et d'exportation. Pour chaque pays de destination, nous évaluons ses besoins sur la base des tendances de consommation. Nous contrôlons ces données chaque jour car elles peuvent changer.

Cette base de connaissances nous aide à appréhender l'offre et la demande à tout moment. Nous partageons ces informations avec les fournisseurs et les clients afin qu'ils comprennent l'évolution des prix. S'ils doivent compter sur les marchés à terme pour s'informer des prix, ils s'exposent à une volatilité qui peut les induire en erreur sur la réalité du marché.»

«Les négociants en céréales 'physiques' sont les amis des agriculteurs, ajoute Simon Arnold. La plupart préfèrent connaître le prix qui leur est offert, ce qui les aide à financer leurs récoltes, même si les prix à terme montent ou baissent ensuite. Notre connaissance du marché nous a forgé une bonne réputation, ce qui est essentiel pour une petite entreprise.»

Simon Arnold est convaincu que les producteurs peuvent satisfaire une demande céréalière



«Pour une petite société de négoce comme la nôtre, la réputation joue un rôle essentiel»

croissante dans un monde préoccupé par la sécurité alimentaire. «L'Europe occidentale produit 136 millions de tonnes de blé par an avec 6 tonnes par hectare. Mais le rendement moyen est de 3 tonnes par hectare en Russie et de 1,2 tonne au Kazakhstan: ces pays pourraient doubler leur production de 100 millions de tonnes de blé par an s'ils augmentaient leurs rendements pour atteindre le niveau européen, sans devoir mettre d'autres terres en production.»

La baisse de la dépendance vis-à-vis des stocks de céréales, qui peuvent être conservés jusqu'à dix ans, affecte le marché mondial. Auparavant, les gouvernements achetaient de grandes quantités pour soutenir les agriculteurs et garantir l'approvisionnement des consommateurs. L'UE a ainsi constitué des stocks d'intervention en achetant des céréales au prix de soutien. Mais ce prix en Europe est maintenant inférieur de plus de 100 euros la tonne au prix du marché et les gros stocks de céréales ont disparu.

«Maintenant que ces stocks sont épuisés, nous sommes sur le fil du rasoir. Aujourd'hui, le monde s'approvisionne en céréales dans l'hémisphère nord durant six mois et dans l'hémisphère sud les six autres mois, ce qui peut poser des problèmes si le mauvais temps affecte la production dans un hémisphère et fait grimper les prix. Les négociants doivent donc posséder un réseau qui leur permette de s'approvisionner quand ils sont un peu justes.»

Simon Arnold a commencé sa carrière auprès d'une minoterie française. Il a suivi une formation de deux ans promue par la GAFTA (Grain and Feed Trade Association) pour acquérir les compétences nécessaires au négoce.

La baisse de la dépendance vis-à-vis des stocks de céréales, qui peuvent être conservés jusqu'à dix ans, affecte le marché mondial

Il s'est également forgé une expérience solide, à la fois du côté des fournisseurs en travaillant dans des silos et en prenant des livraisons de céréales, et du côté des consommateurs dans une minoterie et un élevage de poulets.

La première grande entreprise de négoce qui l'a embauché était Tradergrain, qui expédiait des céréales d'Afrique du Sud en Europe. A sa fermeture en 2001, Simon Arnold a décidé de créer Seagrain à Genève, avec quelques collègues. «Nous voulions être actifs entre l'Europe et les USA, mais il y avait des barrières de négoce et des subventions dans la plupart des pays. La Suisse représentait une base attrayante car elle était en dehors des grands blocs politiques et appliquait un régime fiscal attractif. Les banques ont apporté leur soutien financier, ce qui explique pourquoi le négoce des matières premières se pratique autant depuis Genève.»

A l'heure actuelle, les autres grands centres de négoce sont situés aux Etats-Unis avec Chicago et Kansas City et en France avec le MATIF à Rouen. Simon Arnold pense que Singapour va devenir un centre important en raison de sa proximité avec les marchés indien, chinois et indonésien. Mais il se demande si Genève pourra conserver sa place alors que le franc suisse fort fait grimper les coûts en Suisse pour les grandes entreprises de négoce, qui ont souvent des centaines d'employés.

«Le secteur des céréales a aujourd'hui moins de petits négociants comme Seagrain, ajoute-t-il, car les conditions sont difficiles pour les nouveaux arrivants. Nous avons eu beaucoup de chance de pouvoir surmonter tous les obstacles. Outre des ressources financières considérables, il faut être accepté par la communauté céréalière et jouir d'une bonne réputation. Il est donc important d'être au cœur de cet univers et d'avoir la confiance des banques. Notre connaissance du secteur nous a pour notre part permis d'obtenir le soutien de deux grandes banques.»

Depuis quelques années, les investisseurs montrent un intérêt croissant pour les céréales, mais selon Simon Arnold, les stocks ne devraient pas s'avérer attrayants pour les fonds institutionnels. Même s'ils possèdent des stocks, ils doivent compter sur des prestataires pour les entreposer et les transporter au juste prix. «En l'absence de transparence, les fonds d'investissement s'en sont tenus aux contrats à terme car ils peuvent avoir une vision claire de leurs positions avec l'évaluation à la valeur du marché. Une alternative serait d'acheter des actions d'un négociant en céréales, mais ce n'est pas la même chose que l'acquisition de céréales physiques – l'entreprise pourrait commettre des erreurs.»

Pour le secteur, le défi consiste à former suffisamment de nouveaux entrants. «Nous devons attirer plus de jeunes dans ce métier, mais beaucoup l'assimilent malheureusement à du 'day trading', où les opérations sont bouclées dans la journée. Pour réussir dans le négoce physique de céréales, il faut se former à des aspects pratiques tels que le chargement de céréales sur des bateaux et connaître notamment la qualité, la couleur et la consistance requises pour un produit donné. Il faut dix ans pour devenir négociant, car ce métier nécessite également une solide formation financière: crédits, contrats, droit maritime, assurances, etc.

Mais c'est un univers passionnant et j'encourage tous ceux qui s'y intéressent à se lancer. Beaucoup plus qu'un métier, c'est un mode de vie fantastique que j'apprécie énormément.» ■